Burundi : le gouvernement admet des irrégularités dans le processus électoral

Voice of America, 01.12.2014 L'opposition et la société civile ont dénoncé, à plusieurs reprises, les fraudes qu'elles entachent le processus. Le ministre de l'Intérieur du Burundi, Edouard Nduwimana, a reconnu lundi que «cepas n'ont certaines relèvent de l'administration» entachent l'enregistrement des électeurs, à présidentielle. Pareille situation avait déjà été dénoncée par des organisations de la Société civile burundaise mettent en doute la volonté du pouvoir d'organiser un scrutin crédible.

Depuis une semaine, les médias privés font état de nombreux cas de fraudes, notamment la distribution de cartes d'identité aux militants du parti au pouvoir. L'aveu du ministre de l'Intérieur fait donc suite à ces dénonciations. Cependant, les critiques de l'opposition et de la société civile burundaise suscitent souvent des réactions négatives de part du gouvernement ou de ses partisans. Un cas cité récemment dans la presse internationale, c'est celui de Pacifique Nininahazwe du Focod (Forum pour la Conscience et le Développement). Nininahazwe a récemment à VOA que ses récentes prises de position sur le climat politique et la situation des droits humains dans le pays lui ont valu des menaces directes, la semaine dernière.